



**HAL**  
open science

## Dossier Débats. Archéologie et diplomatie européenne en Méditerranée : de nouveaux défis face aux crises

Touatia Amraoui, Laurent Callegarin

► **To cite this version:**

Touatia Amraoui, Laurent Callegarin. Dossier Débats. Archéologie et diplomatie européenne en Méditerranée : de nouveaux défis face aux crises. Madrid, Mélanges de la Casa de Velázquez, 50-2, pp.331-374, 2020. hal-03068438

**HAL Id: hal-03068438**

**<https://hal.science/hal-03068438>**

Submitted on 5 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ACTUALITÉ  
DE LA RECHERCHE



# Débats

## Archéologie et diplomatie européenne en Méditerranée

De nouveaux défis face aux crises

Avant-propos de *Yves Saint-Geours*

331

Présentation de *Touatia Amraoui et Laurent Callegarin*

### I. — Politiques étrangères et stratégies nationales

France - *Ludovic Thely*

Royaume-Uni - *Graeme Barker, John Bennet, David J. Mattingly*

Espagne - *Román Fernández-Baca Casares*

### II. — INTERVIEWS : regards croisés sur l'action des pays européens face à la crise libyenne

Libye - *Muftah Alhddad*

France - *Vincent Michel*

Royaume-Uni - *David J. Mattingly*

Italie - *Luisa Musso*



## Avant-propos

Avant d'autres, les pays européens ont développé une recherche archéologique partout dans le monde, et d'abord dans l'aire méditerranéenne. Après le temps des découvertes, de la conquête, des Lumières, cette activité avait beaucoup à voir avec la colonisation/prédation et avec l'influence, dans certaines régions une sorte de « *soft power* » avant l'heure, qui accompagnait plus ou moins le rayonnement politique. Ainsi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France était-elle très active dans l'empire ottoman, en Iran, alors qu'elle n'y était pas la « puissance dominante ». Dans son Empire colonial, elle disposait du monopole de cette recherche archéologique, et, même si de grandes œuvres ont été réalisées, cela avait du sens dans le projet de domination.

Tout a changé bien sûr et s'inscrit aujourd'hui dans le cadre de la souveraineté des pays, de la coopération et, souvent d'actions multilatérales au profit du patrimoine de l'humanité. Pour autant, contribuer à l'écriture du « livre des origines » est une responsabilité considérable. Quand il s'agit d'États nationaux jeunes, enracinés dans un riche passé et d'anciennes civilisations mais issus d'une émancipation obtenue parfois par une guerre contre le colonisateur, cette responsabilité revêt une charge politique d'une particulière intensité.

C'est l'un des défis que la France a connus et connaît encore, en particulier autour de la Méditerranée, qui a accueilli nombre de nos missions archéologiques, adossées historiquement à nos grands établissements, Institut français d'archéologie orientale du Caire pour le monde pharaonique, École française de Rome pour le bassin occidental, École française d'Athènes pour le bassin oriental, et naturellement la Casa de Velázquez pour le monde ibérique et maghrébin. Adossées également aux instituts de recherche que le ministère des Affaires étrangères a créés au fil des ans durant le XX<sup>e</sup> siècle, liés au CNRS dans le cadre de ce qu'on appelle les UMIFRE (unités mixtes – instituts français de recherche à l'étranger). Les choses aujourd'hui se déclinent de façon simple : produire de la connaissance en coopération, contribuer à la formation de spécialistes, et naturellement d'abord des pays hôtes, aider à la promotion, par la mise en valeur, d'un développement économique durable et écologiquement responsable. Cela n'empêche pas une certaine forme d'influence, parce que l'archéologie se prête bien à la mise en évidence de l'excellence scientifique — y compris pour les sciences dites dures —, parce que la présence sur le terrain d'experts, qui parlent et forment dans leur langue,

pour des domaines identitaires aussi sensibles, est importante, parce qu'en fin, pour beaucoup de pays, la mise en valeur du patrimoine est un élément stratégique de leur développement, par le tourisme.

Fort heureusement, au-delà de la compétition entre nations qui prévalait naguère, une communauté internationale de chercheurs s'est progressivement constituée, même si chaque pays continue de jouer sa partie. On le voit sur quelques grands sites, parfois à travers quelques grandes crises. Ainsi à Angkor où, après l'épouvantable régime khmer rouge et la guerre civile, toutes les grandes questions ont été posées à la fin du siècle dernier : recherche et conservation du patrimoine dans les zones en crise ou en conflits, conservation, trafics illicites, développement touristique maîtrisé (de 0 à 5 millions de personnes en quelques années), nécessité de la mobilisation de la communauté internationale, notamment à travers l'UNESCO. Elles continuent de se poser, par exemple en Libye, en Irak où la France était traditionnellement active (l'historique « Section française des Antiquités d'Irak »). En Syrie encore, où la France était présente avec plus de vingt missions archéologiques, ne serait-ce que pour accueillir des savants syriens en exil, grâce par exemple au programme PAUSE du Collège de France. Le partage, la circulation des savoirs et des chercheurs, le développement durable sont donc la base de toute recherche archéologique désormais. C'est le devoir et l'honneur des grandes institutions scientifiques d'y contribuer. La Casa de Velázquez est au rendez-vous.

334

Yves Saint-Geours

*Ambassadeur de France en Espagne (2015-2019)*

## Présentation

Pour les pays européens, l'archéologie à l'étranger est tout autant un vecteur de coopération internationale et d'échanges scientifiques que de stratégie diplomatique. Elle s'appuie sur un système institutionnel public propre à chaque État qui soutient et favorise le développement pérenne de relations avec les pays hôtes — qui peuvent également être un autre État membre de l'Union européenne — et le reste de la communauté scientifique.

L'essor de ces collaborations avec les pays de la Méditerranée, du nord comme du sud, contribue à créer une dynamique internationale autour de la connaissance d'un passé commun et d'un patrimoine mondial, impliquant sa sauvegarde, la diffusion des résultats de la recherche, ainsi que la formation des étudiants et celle, continue, des professionnels européens et étrangers.

Mais aujourd'hui, plus encore que par le passé, les programmes de coopération internationale sont confrontés à des fragilisations voire des suspensions, du fait essentiellement de crises politiques qui secouent nombre de pays du pourtour méditerranéen. Les guerres, l'insécurité, les changements de gouvernement et d'orientations politiques, ainsi que les récessions économiques — comme celles que connaissent certains États d'Europe méridionale depuis une décennie<sup>1</sup> —, perturbent les réseaux d'échanges et de dialogues scientifiques<sup>2</sup>. Depuis les années 2010, la situation s'est aggravée, atteignant un degré d'instabilité sans précédent dans les pays du Sud : l'Irak, la Syrie, le Soudan, l'Égypte et la Libye ont été touchés par des guerres et des troubles sociaux qui perdurent encore de façon plus ou moins violente selon les pays. Le contexte social et politique en Tunisie et en Algérie demeure encore fragile par certains aspects. Dans la majorité des cas, les conditions de sécurité n'étant plus assurées, les équipes de terrain européennes peuvent

335

<sup>1</sup> Comme le rappelle A. Schnapp, depuis peu « l'Italie, qui a développé après-guerre une riche école d'archéologie, peine à assurer la gestion de son immense patrimoine archéologique, et le service archéologique grec doit faire face à une diminution drastique de ses ressources » [SCHNAPP, Alain (2012), « La crise de l'archéologie, de ses lointaines origines à aujourd'hui », *Les nouvelles de l'archéologie*, 128, p. 6].

<sup>2</sup> À ces maux, nous pourrions ajouter les crises sanitaires, telle la pandémie de COVID-19 qui a touché le monde entier et suspendu, provisoirement, l'intégralité des opérations archéologiques tant dans les territoires nationaux qu'extranationaux depuis la fin de l'hiver 2020. À l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est pas possible d'en estimer le véritable impact.



difficilement —ou plus du tout— se rendre sur place pour œuvrer avec leurs homologues étrangers dont les conditions de travail sont devenues très difficiles. Dans le pire des cas, les archéologues, historiens de l'art et conservateurs assistent, impuissants<sup>3</sup>, à la destruction, parfois extrêmement brutale, d'un patrimoine mondial unique<sup>4</sup>.

Pourtant, malgré les conflits et bien que distendus avec certaines autorités locales, les liens persistent et les échanges continuent en adoptant des formes renouvelées. Sans avoir nécessairement répondu à l'exhortation d'A. Schnapp de créer une ONG « Archéologues sans frontières<sup>5</sup> », plusieurs pays européens sont ainsi parvenus de manière individuelle ou collective à s'adapter à la situation et à trouver des solutions, plus ou moins efficaces ou durables, pour continuer à œuvrer pour la sauvegarde du patrimoine, à produire et diffuser de la connaissance et à transmettre les savoirs et les savoir-faire. À titre d'exemples, on peut citer les initiatives internationales suivantes en lien avec le récent conflit en Syrie : la mise en ligne des archives archéologiques, notamment de l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), dans le cadre du projet de Sauvegarde d'Urgence du Patrimoine Syrien de l'Union européenne et de l'UNESCO (2014-2017) ; la réalisation de modèles 3D de la ville d'Alep par la Direction Générale des Antiquités et des Musées de Syrie (DGAM) et l'entreprise Iconem ; ou encore la création, à l'initiative de la France et des Émirats arabes unis, de la fondation Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (en anglais : Alliance for the Protection of Heritage in Conflict Areas - ALIPH), le 8 mars 2017 à Genève. Toutes ces actions sont motivées par une volonté solidaire d'éviter le repli dans les pays touchés.

Plus récemment, d'autres formes de difficultés, certes moins extrêmes, sont apparues dans la majorité des pays européens. Les scientifiques travaillant à l'étranger, en particulier les jeunes chercheurs, sont confrontés à un manque de financement de la recherche. Pour diverses raisons, les laboratoires, les universités, les instituts de recherche ou les ministères ne sont plus en mesure aujourd'hui d'octroyer autant de crédits que par le passé. Les archéologues européens collaborant avec des pays qui disposent de très peu ou pas du tout de fonds pour la recherche et la sauvegarde de leur patrimoine

336

<sup>3</sup> C'est le constat amer que fait Francis Prost quand il écrit à propos de l'archéologie française pourtant « réseau de savoirs, d'innovations, de coopérations et de collaborations à la fois bien rodé et prestigieux : il lui reste à devenir un réel outil de sauvegarde capable d'anticiper les menaces de destruction, climatique ou guerrière, des vestiges du passé humain » [PROST, Francis (2019), « L'archéologie française à l'étranger », dans Benoît KAPLAN et Anne LEHOËRFF (éd.), *Archéologie. Entre ruptures et continuités ?*, n° 139 de *Culture et recherche*, p. 84].

<sup>4</sup> FAVEL, Bruno (2019), « D'Angkor à Palmyre. Les patrimoines en danger et leur devenir », dans *ibid.*, p. 87.

<sup>5</sup> SCHNAPP, Alain (2012), « La crise de l'archéologie, de ses lointaines origines à aujourd'hui », *Les nouvelles de l'archéologie*, 128, p. 6.

sont donc contraints de trouver d'autres sources de financement auprès de l'Union européenne, de fondations ou d'entreprises privées, le plus souvent par le biais d'appels à projets soumis à une forte concurrence. L'introduction d'une logique de marché dans le domaine de l'archéologie a eu des effets à double tranchant et a parfois précipité sa précarisation.

Ce dossier se propose de donner premièrement la parole à des intervenants européens issus de quatre pays présentant une longue tradition de coopération archéologique à l'étranger, et plus précisément en Méditerranée : la France, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Italie<sup>6</sup>. Ce premier volet, intitulé « Politiques étrangères et stratégies nationales », considère, sous la forme d'une grille d'évaluation commune, les modalités de l'implication des institutions publiques, mais également privées, de ces quatre pays en matière d'archéologie extranationale. Quatre aspects majeurs sont examinés : l'organisation et le fonctionnement des institutions chargées de la recherche en archéologie et de la coopération internationale, la nature des liens et la qualité des relations avec les pays hôtes, les protocoles mis en place pour pallier les différentes « crises » et, enfin, les solutions envisagées pour parer aux difficultés actuelles et futures. En s'appuyant sur l'analyse des organes de gouvernement mais également sur l'expérience des chercheurs qui ont été confrontés à des situations critiques, cette première partie vise à explorer et à comparer les dispositifs et les traditions nationales dans ces différents domaines.

Le second volet, intitulé « Regards croisés sur l'action des pays européens face à la crise libyenne », aborde plus en détail, et sous la forme d'entretiens menés par nos soins, le cas de la Libye. Ce pays connaît une crise politique, sécuritaire et économique gravissime depuis 2011 avec la chute du pouvoir kadhafien. La parole est donnée en premier lieu à un professeur d'archéologie libyen, impliqué dans des projets archéologiques internationaux. Suivent les récits de trois chercheurs, originaires respectivement de France, du Royaume-Uni et d'Italie, chacun responsable d'une mission archéologique en Libye avant 2011. Il est ici question de l'évolution et du devenir des liens de coopération scientifique et de la mobilité des chercheurs, des solutions mises en place pour les maintenir, des initiatives pour endiguer le trafic illicite du patrimoine libyen, ainsi que des perspectives pour poursuivre la production collective d'un savoir et sa diffusion qui transcendent les frontières nationales.

Touatia Amraoui

*Aix-Marseille Univ, CNRS, CCJ, Aix-en-Provence, France*

Laurent Callegarin

*Université de Pau et des Pays de l'Adour, France*

<sup>6</sup> Des représentants d'autres pays ont été contactés pour participer à ce dossier, mais ils n'ont pas donné suite.



## PREMIÈRE PARTIE

Politiques étrangères  
et stratégies nationales

## France

Ludovic Thély

*Rédacteur coopération Maghreb, Afrique, Asie – Instituts français  
de recherche à l'étranger – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

339

**Les réseaux institutionnels**

En France, la spécificité des missions archéologiques extranationales repose sur la place prédominante qu'occupe le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Celui-ci joue un rôle essentiel à travers plusieurs outils œuvrant au renforcement des missions françaises à l'étranger. Les UMIFRE, placées sous la double tutelle du CNRS et du MEAE, forment un réseau de 27 centres répartis sur quatre continents. Pour des raisons qui tiennent d'abord à l'histoire de leur création, l'archéologie occupe une place prépondérante dans les programmes scientifiques menés par un grand nombre de ces instituts.

Instaurée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Commission consultative des recherches archéologiques françaises à l'étranger est une instance unique au monde. Composée de 30 membres, elle a pour rôle d'évaluer et d'orienter la politique archéologique hors du territoire national, laquelle est soumise à une exigence à la fois diplomatique et scientifique. En 2020, le MEAE octroie des allocations à 162 missions archéologiques réparties dans 77 pays.

L'archéologie française à l'étranger repose d'autre part, dans une logique de cohérence et de complémentarité, sur plusieurs opérateurs de l'État relevant du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI). Les cinq Écoles françaises à l'étranger, les départements ou les Unités de formation et de recherche (UFR) d'archéologie des universités et les unités de recherche du CNRS comptent parmi les principaux acteurs qui participent au développement de l'archéologie extranationale.

Le ministère de la Culture, dont dépend l'archéologie préventive nationale, mène également plusieurs programmes à l'étranger, notamment pilotés par le musée du Louvre (en mer Noire et au Soudan).

De très nombreuses missions archéologiques françaises sont le fruit d'un engagement interministériel et disposent du soutien logistique et financier de différents acteurs publics.

### Les financements

Les missions archéologiques françaises à l'étranger reposent essentiellement sur des financements publics. À travers l'avis rendu par la Commission consultative des recherches archéologiques, le MEAE a octroyé en 2020 1,9 million d'euros, auxquels il faut ajouter les subventions exceptionnelles attribuées à certaines missions par les ambassades ainsi que les financements ponctuels sur projet. Au total, l'archéologie extranationale représente un budget d'environ 2,5 millions d'euros par an. Cette dotation a toutefois connu une baisse significative sur la dernière décennie, de l'ordre de 30 % des crédits attribués directement aux missions.

L'évolution la plus sensible est liée à l'accroissement de la part des financements européens et privés, qui demeure toutefois, en proportion, très inférieure aux dotations publiques de l'État. Les collaborations internationales ou bilatérales sont devenues plus nombreuses et se fondent sur un mode de financement diversifié : projets européens, fondations privées et mécénat constituent désormais trois sources de financement sollicitées dans le montage d'une mission archéologique hors du territoire national.

### Une mosaïque de situations

Les opérations archéologiques françaises à l'étranger sont presque toutes exclusivement menées sur projet dans le cadre de missions programmées. Seules quelques collaborations ponctuelles font intervenir des personnels de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), à la demande des autorités locales, sur des fouilles d'urgence à l'étranger, comme cela a été le cas pour la Place des Martyrs à Alger en 2009.

L'engagement des équipes hors du territoire national s'inscrit dans une mosaïque de situations qui dépend le plus souvent des réglementations locales. Certaines institutions françaises implantées à l'étranger sont les seuls interlocuteurs auprès des organismes qui délivrent les permis de fouilles. C'est le cas notamment de l'École française d'Athènes, qui a obtenu l'exclusivité scientifique accordée sur plusieurs sites, ou de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire qui pilote la recherche archéologique

française en Égypte. Les programmes de recherches s'inscrivent tous dans le cadre d'une programmation scientifique quadriennale ou quinquennale. La Commission des recherches archéologiques françaises à l'étranger examine les demandes de renouvellement d'allocations à la fin de chaque cycle de quatre ans : elle porte une attention particulière à l'excellence scientifique, à la publication régulière des résultats, aux outils de formation mis en place et à la collaboration effective avec les pays hôtes.

### Attentes et exigences des pays hôtes

Les demandes des pays hôtes se sont fortement diversifiées ces dernières années, au-delà des engagements proprement scientifiques. La mise en valeur patrimoniale et touristique des sites constitue l'un des prérequis à la signature de nouveaux partenariats bilatéraux. L'archéologie française s'inscrit donc désormais dans un processus plus large qui vise, notamment dans les pays fortement touchés par les guerres, à protéger le patrimoine en péril. Elle devient à ce titre un outil de développement local. La seconde évolution porte sur une demande des pays partenaires pour un accroissement des dispositifs de formation, à la fois sur le terrain (accueil d'étudiants étrangers et français), mais également à l'occasion des opérations de valorisation qui sont menées sur les sites (formations notamment destinées aux professionnels du patrimoine des pays hôtes).

Enfin, la troisième évolution procède d'un accroissement des besoins en matière d'expertise dans de nombreux pays, ce qui inclut notamment une demande en matière d'archéologie préventive. La France est l'un des pays qui dispose d'une expertise d'excellence actuellement dans ces domaines, raison pour laquelle elle est fortement sollicitée.

### Les outils de la coopération

La France entreprend des actions de collaboration variées avec les pays hôtes. Les transferts de technologie ou de compétences constituent un atout majeur dans les relations bilatérales : l'Institut français d'archéologie orientale met par exemple à disposition d'autres pays le savoir-faire qu'il a acquis dans le domaine de la datation par C<sup>14</sup>. Les formations à destination des étudiants et des professionnels étrangers sont par ailleurs nombreuses : si l'accueil de stagiaires sur les chantiers de fouilles est une exigence de la coopération bilatérale, d'autres formations au contenu très spécifique attirent un nombre croissant de partenaires (en archéologie subaquatique, où la France est reconnue pour son très haut niveau d'expertise, mais aussi dans le domaine des systèmes d'information géographique).

Dans le domaine de la coopération patrimoniale, la France occupe également une place centrale dans un grand nombre de pays. À Angkor, l'ensemble des recherches menées par des équipes françaises, auxquelles sont associés les chercheurs cambodgiens, a bénéficié au cours des vingt dernières années d'un soutien de coordination et de financement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à hauteur de 1,2 million d'euros. En Irak, le MEAE a récemment apporté son soutien à un plan de restauration adossé au Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI). Ce projet implique de très nombreux partenaires et prévoit notamment la mise en place d'une carte archéologique numérique, des modélisations en 3D, dans une logique de réappropriation du patrimoine irakien par les populations locales.

Les impacts des coopérations françaises à l'étranger sont nombreux. D'un point de vue économique, l'archéologie extranationale permet aux entreprises françaises, internationales et locales, d'exprimer leur potentiel innovant. La mise en valeur des sites archéologiques est aussi un atout pour le développement touristique : au Maroc, un projet de réhabilitation de plusieurs sites dans l'Atlas, associé à une reprise des fouilles, permet ainsi de revitaliser l'économie locale en agissant comme un facteur de désenclavement de cette région du pays.

Les publications constituent enfin un levier de coopération fondamental entre la France et les pays hôtes. Elles sont indispensables à la bonne marche des opérations présentes et avenir et sont, dans quelques cas, réglementées par la législation locale. La France apporte son soutien aux entreprises de publications pour les fouilles dont elle a seule la responsabilité, mais également pour les missions bilatérales.

### Face aux crises

Pour des raisons qui tiennent à l'histoire de l'implantation des missions françaises à l'étranger depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la France est directement concernée par la problématique de l'archéologie dans les régions en crise. L'une des difficultés principales auxquelles sont confrontées les missions est donc bien l'instabilité politique et sécuritaire qui frappe de façon brutale ou régulière plusieurs pays, ce qui a pour conséquence un accroissement très important des frais de sécurité lorsque les fouilles sont permises ou bien, dans le cas de la Libye, du Yémen et de la Syrie, une suspension parfois longue de plusieurs années des opérations de terrain. Dans d'autres cas, comme dans la partie sud de l'Irak, les conditions sont parfois jugées satisfaisantes pour entreprendre de nouvelles fouilles : plusieurs missions étrangères ont ainsi repris leurs activités depuis plusieurs années. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a par ailleurs décidé d'appliquer des mesures conservatoires pour les huit missions qu'il finance en Syrie, dans l'attente d'une reprise des travaux effective sur le terrain.

Le besoin de signifier la permanence de la France dans ces zones est d'autant plus fort qu'il s'agit, au Maghreb et au Proche-Orient notamment, de priorités politiques et diplomatiques. Il a donc été convenu de maintenir un haut niveau d'activité dans ces régions en crise. Deux pistes de collaboration sont privilégiées : l'offre d'expertise des archéologues français pour la préservation du patrimoine en péril et le travail de publication des archives scientifiques auxquelles il est possible d'avoir accès.

Le MEAE soutient donc un nombre important de missions archéologiques dans les pays en crise. Cette volonté procède à la fois d'un intérêt scientifique, mais également d'une adéquation entre la recherche et la politique d'influence menée par la France dans les régions ébranlées par l'instabilité politique. Il est à noter, en outre, la part croissante qu'occupent les engagements pris en faveur de la préservation du patrimoine en péril dans les zones soumises au changement climatique et aux catastrophes naturelles.

### Perspectives pour l'avenir

Dans le domaine des sciences archéologiques, la concurrence internationale traditionnelle, qui a vu la France et les principaux pays d'Europe occidentale, puis les États-Unis, se partager l'essentiel des chantiers tout au long du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, a été profondément marquée ces dix dernières années par l'émergence d'autres pays, notamment asiatiques : la Chine a investi de très nombreux capitaux en Afrique subsaharienne, se positionnant avec les pays du Golfe comme l'un des principaux investisseurs actuels. Dans ces conditions, les sommes allouées aux équipes françaises, que ce soit par le biais de la Commission consultative ou des organismes publics de recherche, sont très insuffisantes au regard de celles engagées par les pays émergents. Les coûts de gardiennage et ceux imposés par les contextes sécuritaires troublés correspondent le plus souvent aux deux tiers des financements dévolus à l'ensemble d'une opération de terrain.

Le travail entamé depuis plusieurs années par les différents ministères en charge de la recherche archéologique hors du territoire national consiste à promouvoir concrètement les synergies entre les missions ponctuelles qui opèrent à l'étranger et les structures pérennes qui y sont établies (Écoles françaises à l'étranger, UMIFRE, laboratoires du CNRS). Ces institutions, implantées pour certaines de longue date dans les pays hôtes, entretiennent avec les autorités locales des liens historiques, ce qui facilite le dialogue politique, et peuvent apporter un soutien logistique et scientifique de premier ordre.

Les demandes des autorités locales changent de nature : restauration des édifices, sauvegarde du patrimoine matériel, mise en valeur touristique, signalétique, formation à la recherche des étudiants locaux. Elles représentent autant de coûts supplémentaires qu'il est parfois difficile d'absorber



sur les crédits destinés aux opérations de fouilles proprement dites. L'intérêt de la production de données nouvelles diminue devant celui de protéger et de mettre en valeur les vestiges dégagés. Du point de vue de la diplomatie d'influence, la France doit donc impérativement faire valoir son expertise, reconnue internationalement, dans le domaine du patrimoine.

L'émulation scientifique internationale doit aussi permettre un renforcement des collaborations bilatérales et internationales. Il importe de développer des fouilles codirigées par une équipe française et une équipe du pays hôte. L'excellence scientifique et le très haut niveau d'expertise de la France conduisent d'ailleurs de nombreux pays à proposer de nouveaux partenariats dans ce sens.

En outre, la recherche s'inscrit dans un contexte fortement mondialisé : il n'est plus envisageable, d'un point de vue opérationnel, de faire reposer le coût d'une mission archéologique sur une seule institution ou même un seul pays. Les outils dont disposent les principaux ministères (MEAE, Culture, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation), bien que fondamentaux dans le dispositif global, ne peuvent suffire à eux seuls à la conduite des opérations de terrain, dont le financement global est toujours plus lourd (notamment pour des raisons sécuritaires). Il importe donc de favoriser les collaborations internationales, le recours aux financements sur projets européens et le développement du mécénat.

344

## Royaume-Uni

Graeme Barker – John Bennet – David J. Mattingly

*University of Cambridge – British School at Athens – University of Leicester*

### Networks

The UK has some 40 Archaeology departments (the names may vary) in its Universities, most of whom conduct archaeological fieldwork both within the UK and abroad. The major national museums also conduct archaeological fieldwork abroad. Most well-founded Archaeology departments have staff who teach and research across the major periods of the past and also archaeological scientists. There is no equivalent to France's research-only CNRS or Italy's CNR.

According to the 2014 national review of UK university research (the «Research Excellence Framework»), in the period 2007-2014 British-based archaeologists were conducting archaeological fieldwork in all continents of the world (including Antarctica) and on all periods of the past from human origins to the archaeology of the 20th century. This remains the case. In addition to obtaining fieldwork permits from the relevant national archaeological authorities, in most instances this fieldwork involves establishing local collaborations. Archaeological field projects by British-based archaeologists often have well-established informal links with the relevant British embassy but do not have a formal link to any particular Ministry or Government department, the key link being between the individual PI (Principal Investigator) and his/her employing institution.

In a few countries especially in the Mediterranean, British-based archaeologists can draw on the support of academic institutions or societies, seven of which form the British Academy's post-doctoral, British International Research Institutes or BIRIs: the British School at Rome, the British School at Athens, the British Institute in Ankara, the Council for British Research in the Levant (with two institutes: the Amman Institute in Amman and the Kenyon Institute in Jerusalem), the British Institute for Persian Studies, the British Institute in East Africa, and the Society for Libyan Studies (which has no physical premises in Libya). These institutions are all independent, with different histories and constitutions, but rely significantly (to varying levels) on British Academy funding for much of their core costs (salaries of in-country staff, premises costs, maintaining libraries and archives, etc.). The British Academy allocates funding to the BIRIs from the block grant that it receives from government. The BIRIs provide archaeological missions with in-country logistical support including helping with permit negotiations (though in Greece archaeological permit applications must by law be arranged through the BSA), and fund post-doctoral (early career) fellowships and provide small grants across the humanities and social sciences that archaeologists can compete for. The BIRIs also seek to support fieldwork in their wider regions and not just in the countries where they are located: the BSR and SLS have supported work in the Maghreb, for example, and the BIEA, based in Kenya, has supported work in many countries in East and Central Africa. Comparable bodies outside the BIRI group include the British Institute for the Study of Iraq (BISI)—which is likely to join the BIRI soon—and the Egypt Exploration Society (EES).

## Financing

The UK government provides block institutional funding towards the research component of university staff salaries through the Research Excellence Framework, but almost all project funding has to be obtained

competitively from external funding agencies. For archaeological research projects by university staff, major funders are the European Research Council (ERC), the state-funded Arts and Humanities Research Council (AHRC) and Natural Environment Research Council (NERC), and charities such as the Leverhulme Trust and (for archaeological science especially on the biomolecular side) the Wellcome Foundation. Small grants-in-aid can be obtained from the BIRIs and parallel institutions like the EES and BISI; from learned societies such as the Society of Antiquaries of London; from the «period» societies (the Prehistoric Society, the Roman Society, the Society for Medieval Archaeology, the Society for Post-Medieval Archaeology, etc.); from specialist approach or area societies like the Society for Environmental Archaeology and the Association of Southeast Asianists UK; and from the PI's home institution, especially in the form of travel and subsistence grants to individual students undertaking fieldwork as a compulsory component of their degree course. Without a major grant from the ERC, AHRC, NERC, or Leverhulme, «mosaic funding» is the norm for most UK archaeology researchers undertaking fieldwork abroad.

### **Mediterranean archaeology**

In successive national reviews of university research excellence (eg 1988, 1996, 2000, 2007, 2014), the publications on Mediterranean archaeology submitted to the archaeology panels for review have consistently represented a significant body of work. The support of the relevant BIRIs and parallel institutions, who have traditionally made a priority of helping early career doctoral and post-doctoral researchers, has resulted in many researchers working in Italy and Greece and a good number in Turkey, Jordan, Egypt and Libya, compared with a smaller presence in Spain and the Maghreb, though British archaeological missions and individual researchers are now active in both regions.

The vast majority of archaeological fieldwork in Britain is undertaken by commercial «units» with funding from developers provided as part of the planning process (like INRAP in France). These units are mostly independent charities, but some are attached to city/county councils or universities. They have to operate on a project-by-project basis, though most build up deep knowledge of the city or region in which they are based that informs their work (eg Cambridge Archaeological Unit; Canterbury Archaeological Trust; Museum of London; University of Leicester Archaeological Services). In terms of work by British archaeologists abroad, the main funds listed earlier are research funds, so a successful application has to address significant research questions—issues of heritage conservation, excavating threatened sites, etc. cannot lead the application. In recent years a welcome

addition to the funding landscape has been access to government funds for programmes to support research on heritage at risk, training heritage professionals, etc., such as the Cultural Protection Fund of the Department of Culture, Media and Sport administered by the British Council. Both funding streams, though, allocate funds on short-term (3-5 years) grant cycles, so maintaining a long-term excavation programme remains very challenging, one exception to the rule being the 25-30 excavation programme by Ian Hodder at the Turkish Neolithic site Çatalhöyük that has made a landmark contribution to Neolithic studies at the global scale. It is sometimes argued that the UK system of national research reviews every 6-7 years encourages time-limited research.

### Host country expectations and impact

The expectations of host countries with well-developed research and heritage management infrastructures vary from those of developing countries, and especially developing countries in crisis or emerging from crisis. In the former, the norm in archaeological missions is balanced and mutually complementary collaborations, just as in international collaborations by teams of lab-based scientists. In the latter, one priority is for basic surveys or mapping of the archaeological resource and the establishment of national archaeological records of identified sites (the county Sites and Monuments Records in the UK context). Another is a commitment by the archaeologist to long-term site conservation and management needs. Another is training for heritage staff, certainly in-country and ideally through UK Masters and PhD studentships. Apart from undertaking archaeological surveys within a research context, none of these items, certainly not at cost, can usually be included in applications by UK archaeologists to research funding bodies.

There is a strong expectation in British archaeology, whether in Britain or abroad, of rapid publication of fieldwork results wherever possible, in part stimulated by the Research Excellence Framework system though mainly in terms of accepted professional and ethical standards. Most publications of modern multi-disciplinary fieldwork (and ensuing laboratory analyses) will be multi-author, with the intellectual contributions of individual researchers, whatever their institutional base, fully recognised in the author list. There can be tensions if for institutional or personal career reasons there is an expectation to include on the author list someone whose contribution to the project is purely bureaucratic or facilitative rather than intellectual.

An important component of the national Research Excellence Framework is for institutions to demonstrate the reach and significance of the impact of their research on non-academic audiences. Many Archaeology departments submitting work to the 2014 REF had persuasive case studies demonstrating

the direct and indirect effects of their fieldwork on local tourism economies and heritage awareness (exhibitions, school textbooks, etc.), and there will certainly be many more cited in the forthcoming 2021 exercise. Even without the REF stimulus, actively promoting beneficial impacts for local populations are now the normal expectation of the legacy of an archaeological project wherever it is undertaken.

### Facing crisis

348

There are many examples of archaeologists shifting their research foci when a country has become inaccessible for fieldwork. Many funding bodies (including the BIRI institutions) and individual PIs have concentrated on «back-log» publication in periods when a site or region was inaccessible or political reasons. There are examples of logistical and/or financial support for colleagues in «inaccessible countries» to enable them to continue and complete archaeological excavations to which the UK team no longer has access.

The «soft power» of British archaeological projects is recognised by British embassies in many countries, especially where the BIRIs are active. The Society for Libyan Studies remained a main conduit of Anglo-Libyan scholarly interaction throughout the years when Britain cut diplomatic relations with the Ghaddafi regime. The EAMENA (Endangered Archaeology in the Middle East & North Africa) project is an outstanding example of rigorous UK-based mapping by a multi-institutional team of threatened archaeological sites in North Africa and the Middle East through remote sensing, combined with training heritage professionals from these countries in the techniques of mapping, ground-truthing and interpretation to ensure the sustainability of the process.

Once safe conditions are established, fieldwork can resume, but as mentioned, with the exception of the remit of the Cultural Protection Fund, the reliance on competitive *research* funds for British archaeological projects abroad means that a project will need to be proposed to the funding agencies with significant research questions and innovative methodologies applied to the site or sites—by themselves, however well known, threatened or deserving of investigation, they will not make a persuasive case for funding.

### Perspectives for the future

The likeliest prospects for long term sustainable budgets seem to be European/trans-national agencies funding either research-led or heritage protection-led investigations.

There are positive moves in the UK seeking to link university archaeology teaching programmes more formally with post-degree training in the professional «units». National funds for UK Masters and PhD training for archaeologists in developing countries (Chevening Fellowships, for example) remain exceptionally rare, especially for a discipline such as archaeology compared with disciplines regarded rightly or wrongly as more core to future economic growth.

## Espagne

Román Fernández-Baca Casares

*Director General de Bellas Artes del Ministerio de Cultura y Deporte*

349

### Redes institucionales y financiamiento

El Ministerio de Cultura y Deporte, a través de la Dirección General de Bellas Artes y de la Subdirección General del Instituto de Patrimonio Cultural de España (IPCE), está a cargo del «Programa de Ayudas a Proyectos Arqueológicos en el Exterior». Esta convocatoria anual lleva desarrollándose desde 1999, según modalidades de concurrencia competitiva. Los fondos atribuidos a los proyectos seleccionados provienen de los Presupuestos Generales del Estado español, aprobados anualmente. Este Programa de Ayudas otorga un papel relevante a la red diplomática de nuestro país, priorizando los proyectos que hayan sido informados por la Embajada de España en el país donde está prevista la actuación, en el marco de convenios de cooperación cultural suscritos por el Estado español.

Paralelamente a este programa nacional, existen redes institucionales de apoyo a proyectos arqueológicos, respaldadas por convenios entre universidades, fundaciones e institutos españoles, y otros de los países donde se interviene. Ejemplo de ello es el Acuerdo de colaboración entre la Fundación Atapuerca (Burgos, España) y el Museo Nacional de Georgia, en el que se enmarca el Proyecto Arqueológico sobre experimentación de tecnología lítica en Dmanisi (República de Georgia).

También cabe destacar la participación de directores científicos españoles en proyectos de investigación conjuntos, como es el caso de la directora científica del proyecto arqueológico en la ciudad romana de Ammaia (Portugal), que se integra en un proyecto de investigación integral de la ciudad dirigido por la Universidad de Lisboa y la propia Fundación Ammaia.

## Estrategia internacional y modalidades de intervención

El principal criterio en la evaluación de un proyecto arqueológico es su valor científico, no geográfico. Sin embargo, existe un punto de calidad para proyectos que vayan a realizarse en países con los que el Estado español tenga firmados convenios de cooperación cultural, como por ejemplo Italia y Portugal en Europa, Marruecos, o países iberoamericanos. En la región mediterránea, existen varios proyectos de larga tradición, en los que se lleva interviniendo de forma continua durante más de una década, como en Pompeya, Tusculum y Villa Adriana en Italia, Lixus en Marruecos, Tiro en Líbano, Heracleópolis Magna y Djehuti en Egipto.

350

El Programa de Ayudas es anual, desde la resolución de concesión, durante el año natural y parte del siguiente, para intervenir con libertad de fechas además de ser compatible con otras subvenciones públicas y privadas; y trata así de fomentar la continuidad de los proyectos a largo plazo, gracias a las preceptivas memorias científicas informadas anualmente como medio de control, además de incorporar nuevos proyectos de interés científico. De hecho, entre la documentación requerida para optar a las subvenciones, se debe presentar una memoria de las actividades realizadas por la entidad solicitante en los cinco últimos años en el área de la Arqueología. La propia convocatoria establece que «en el caso de continuación de proyectos subvencionados en anteriores convocatorias, se tendrán en consideración los resultados científicos alcanzados y su proyección internacional».

Asimismo, en las solicitudes de proyectos arqueológicos, se valora positivamente la inclusión de trabajos de consolidación y conservación preventiva de los restos excavados, incluyendo de musealización y puesta en valor del yacimiento, como por ejemplo los realizados en Heracleópolis Magna (Egipto), La Blanca (Guatemala), o Ammaia (Portugal). En todos los proyectos, se reserva una parte a la difusión de los resultados y al trabajo conjunto con las instituciones locales para mejorar el conocimiento y protección de los yacimientos intervenidos. La propia convocatoria de proyectos establece que «el solicitante podrá prever en el presupuesto del proyecto propuesto un porcentaje de hasta un máximo de un 2% para realizar acciones de difusión y comunicación de dichos proyectos».

## Expectativas e impactos de la cooperación en los países receptores

Las expectativas de los países receptores se centran principalmente en la creación de redes de colaboración científica y formativa que perduren en el tiempo. La vocación de formación y transferencia de conocimientos y metodologías científicas es presente en muchos de los proyectos subvencionados, a

través de la implementación y aplicación de nuevos métodos, herramientas y análisis. En cuanto a las exigencias formuladas, son más bien de orden legal: todos los proyectos deben acomodarse a la legislación vigente en materia de patrimonio en cada país de intervención, además de presentar y publicar los resultados, en la mayoría de los casos de manera bilateral.

Sobre los impactos concretos, cabe destacar que se han mejorado la conservación y la protección de yacimientos arqueológicos intervenidos de gran valor y tradicional fragilidad, como los casos de «La Puntilla» en Perú (constantemente saqueada por los *huaqueros*), documentando e incluyendo los yacimientos descubiertos en la carta arqueológica como paso previo a su protección por parte de las autoridades; de «Sancti Spirit» en Argentina, con un cercado perimetral y la modificación del proyecto urbanístico que contemplaba la construcción de viviendas sobre el yacimiento; de «La Blanca» en Guatemala, con realización de cubiertas siguiendo la arquitectura tradicional maya que protegen las estructuras monumentales, limpiando y restaurando las pinturas murales descubiertas; o del museo de sitio en Hercleópolis Magna. Estas actuaciones también han incidido en la creación de nuevos espacios turísticos que visitar. Además, se fomenta la cooperación con las comunidades locales y con los centros educativos, insertando actividades formativas para que conozcan y aprendan a identificarse con los yacimientos excavados. Su repercusión en la economía local es manifiesta.

Las publicaciones científicas en colaboración con investigadores extranjeros se realizan generalmente con carácter anual. Además, la Subdirección General del Instituto de Patrimonio Cultural de España (IPCE), que gestiona el programa de Ayudas, publica periódicamente la revista *Informes y Trabajos*, con la presentación de los resultados de los proyectos de cada convocatoria. También se organizan Ciclos de Conferencias, en los dos últimos años en colaboración con el Museo Arqueológico Nacional. Este año, para conmemorar los 20 años del programa, se inauguró un ciclo de conferencias con personalidades internacionales en el IPCE y el Museo Arqueológico Nacional.

### Frente a las crisis

Existe una creciente colaboración con regiones en crisis, que se puede notar en las últimas tres convocatorias, con la entrada de proyectos en países en los que hasta ahora no se había intervenido como Georgia, Irak (Kurdistán), Turkmenistán. Sin embargo, por desgracia, algunos proyectos han tenido que ser interrumpidos por situaciones de guerra e inestabilidad política en los lugares donde se intervenía o se pensaba intervenir, como en los casos de Tell Halula en Siria, o de Mozambique. En estos casos, los directores científicos han tratado de continuar su investigación proponiendo la excavación de yacimientos con características afines. Los investigadores también deben



tratar de visibilizar la situación, los obstáculos, incluso la destrucción de los yacimientos excavados, y así alertar a la sociedad de los riesgos de pérdida para siempre del patrimonio arqueológico y subrayar la necesidad de una mayor implicación internacional. Esto hace más útil, si cabe, la realización de proyectos arqueológicos colaborativos. Para perpetuar las relaciones científicas y culturales a pesar de estos contextos conflictuales, el papel de los arqueólogos es contribuir a la difusión de los resultados, apoyando a las instituciones locales, manteniendo la colaboración conjunta, y apoyando, en el caso de los diplomáticos, las misiones arqueológicas en sus respectivos países. La salvaguardia del patrimonio debe incluir la realización y publicación de mapas, tablas e imágenes de todo lo excavado; el traslado del material arqueológico descubierto, previamente documentado, a los museos una vez finalizada cada campaña de excavación; así como una profunda labor de concienciación ciudadana en las comunidades locales (como parte del trabajo a desarrollar en los proyectos arqueológicos).

352

Una vez la crisis contenida, la reanudación del trabajo de campo terreno solo se podrá dar siempre y cuando no se hayan roto la red y los lazos de trabajo conjunto durante el periodo de crisis, mediante la perpetración del trabajo de gabinete y de museo, por ejemplo.

### **Perspectivas para el futuro**

Una perspectiva importante es la obtención de presupuestos más importantes y más permanentes: cuanto mayor sea la visibilidad de los resultados de estos proyectos, más fácil resultará la concienciación social y la sensibilización política para no solo mantener, sino aumentar las partidas presupuestarias. El ministerio tiene la decisión clara de aumentar el volumen de ayudas y el número de intervenciones arqueológicas en el Mediterráneo y en África y América.

Aparte, se puede mejorar la cooperación para formar lo mejor posible a los investigadores de mañana en España y en los países asociados, con la creación o la consolidación de los recursos de las existentes: Escuelas conjuntas de Arqueología o programas de intercambio; pero también a través de los convenios internacionales firmados con organismos supranacionales de reconocido prestigio como la UNESCO y en el caso europeo, los fomentados por el Consejo de Europa. Asimismo, se puede plantear la creación de un comité de expertos para la redacción de un Libro Verde sobre los usos del patrimonio arqueológico, que de respuesta a las nuevas necesidades y demandas en relación con la utilidad de esta riqueza patrimonial, especialmente relevante en los países mediterráneos.

La idea de una cooperación europea para la financiación conjunta de operaciones arqueológicas realizada por diferentes investigadores europeos

emerge poco a poco con el fin de estudiar y de preservar este patrimonio mundial. Para ello, se podría plantear la creación de una institución europea ad hoc, o la implementación de un fondo especial establecido por la UNESCO y disponible desde el principio de la crisis. También existen voces que abogan por la creación de una ONG europea del tipo de *Médicos sin fronteras* que se llamaría *Arqueólogos sin fronteras*, como lo propone A. Schnapp<sup>1</sup> y fundada sobre la solidaridad Norte-Sur cuando un terreno es afectado por una crisis.

Quizás las dos primeras opciones puedan resultar más eficaces, e inclusive probablemente más la primera si las administraciones nacionales son capaces de dotar de más recursos y autonomía de gestión a sus instituciones ya existentes, como en el caso de España es el Instituto de Patrimonio Cultural de España (IPCE). Europa debe avanzar en todo lo concerniente a su patrimonio común y, a la vez, diverso, y desarrollar instrumentos de concienciación colectiva y transferencia y colaboración transversal.

---

<sup>1</sup> SCHNAPP, Alain (2012), «La crise de l'archéologie, de ses lointaines origines à aujourd'hui», *Les nouvelles de l'archéologie*, 128, p. 6.



## DEUXIÈME PARTIE — INTERVIEWS

# Regards croisés sur l'action des pays européens face à la crise libyenne

## Libye

Entretien avec Muftah Alhddad  
 Faculty of Arts, az-Zaytuna University, Tarhuna  
 Department of Antiquities, Libya

355

### Before the crisis

*Can you present an overview of your teaching activity at the University and archaeological field research?*

I am currently Associate Professor of Archaeology and Ancient history at Azzaytuna University in Tarhuna, Libya. My teaching covers field archaeology methods and theory, landscape archaeology, the use of GIS in archaeological site survey and documentation. During my doctoral research period (2005-2010), I gained experience in the archaeological heritage of the Sahara, participating in two significant archaeological projects that were directed by my supervisor, Professor David Mattingly: *Desert Migrations Project* and *Peopling the Desert*. My current research interests include the archaeology of Roman Tripolitania, ceramic production and typology, and the development of a spatial-database for Libya's cultural heritage.

*Did you collaborate with projects carried out by foreign institutions? Can you describe what cooperation with foreign colleagues was about?*

Yes, I have collaborated with a number of projects carried out by foreign missions and institutions. This activity mainly started after finishing my PhD study in 2010. Shortly after returning home to Libya I became the first director of the Documentation and Digitalization of Cultural Heritage Centre at the Department of Antiquities (2012-2015). During this period, I collaborated with the American Archaeological Mission, taking part in its

work in Libya. From 2014 onwards, I began to work with the University of Durham, coordinating a number of training courses for Libyan archaeologists and conducting seven archaeological field surveys in different regions of Libya. The most important of these field-survey projects was the Gebel Nafusa Survey, undertaken in April and May 2015. I'm also currently a member of two projects funded by the British Council's Cultural Protection Fund: Training in Action and Endangered Archaeology in the Middle East and North Africa (EAMENA), the latter also funded by Arcadia.

### **In 2011 and since then**

*In 2011, when the war broke out in Libya, did you plan local field missions with partner foreign institutions?*

356

No, I did not, but I directed a local fieldwork mission without a partner of foreign institution, that was an excavation at Suffit archaeological site, Gebel Nafusa, December 2011.

*Were you able to maintain your teaching activity at the University that year? What was your daily life like?*

The situation was not suitable to keep any activities running regularly. The daily life was very unsecure and risky, there were shortages of many basic necessities of life, we were without electricity sometimes for days and without internet connection for eight months.

*Were you able to maintain links with your foreign colleagues that year? Were you able to travel to the partner countries? For what types of activities?*

No, I was not able during the period of the conflict (February to November 2011) to maintain links with my foreign colleagues.

*Since 2011, what has been the evolution of your relations with foreign archaeological institutions? In what form(s) were they maintained? Are you having difficulty travelling to Europe?*

When I was the head of the Documentation and Digitalization of Cultural Heritage Centre at the Department of Antiquities (2012-2015), I started to build strong relationships with most of the foreign archaeological missions and institutions that work in Libya. In 2013, I visited several times the French archaeological mission during its field work in Leptis Magna. Michel Bonifay and I managed to give a lecture about the Roman amphorae to the Libyan archaeologists working at Leptis Magna.

After 2011, it became hard to get a Schengen Visa. We have to provide many documents, make interviews, pay extensive fees and stay in Tunisia two weeks or more waiting for the result.

*Concerning funding of Research and university teaching, how would you describe the Libyan situation? Have the amounts of Libyan funding allocated to archaeology been significantly impacted?*

Again, after 2011, due to conflict and instability of the political and economic situations, there was virtually no financial support from the government related to research, not only in the field of archaeological research but in most areas of scientific research.

*Can you count on international funding? If so, which ones and for which types of activities?*

I have seen that a great impact of the international funding has related to the capacity building of Libyan archaeologists by training them in varying sectors, especially, in heritage documentation and protection.

### **Prospects for the future**

357

*If the Libyan territory remains inaccessible for the next few years, how do you envisage maintaining cooperation relations with the European and Maghreb countries?*

I think that the cooperation process will continue the same as it has in recent years with the vast majority of collaborative activities between Libya and foreign institutions having to take place in Tunisia.

*As a Libyan archaeologist, what long-term solutions can be considered to contribute to the continuation of archaeological field operations, to the maintaining of knowledge transfers and the preservation of your country's heritage? What measures could help you in your day-to-day work?*

If the current instability continues in Libya unchanged, it will be hard, for me, to suggest any measures for that.

## France

Entretien avec Vincent Michel

*Université de Poitiers - HeRMA - Directeur de la mission archéologique française de Libye*

### Avant la crise

*Pouvez-vous présenter un aperçu des recherches archéologiques conduites par la France sur le terrain libyen depuis les années 2000 ?*

Depuis 2000, la Mission archéologique française de Libye (appelé « MAF » ci-après) a intégré progressivement des chercheurs d'autres périodes sur de nouveaux sites que ceux de la spécialité de ses fondateurs, François Chamoux (1976-1981) et André Laronde (1981-2011), tout en maintenant ses anciens chantiers à Apollonia au « Rocher de Kallikrateia » avec Jean-Sylvain Caillou et dans les « thermes du Levant » à Leptis Magna avec Michel Bonifay et Michel Paulin. Cette ouverture a commencé en Cyrénaïque d'abord en 2001, en direction de l'Antiquité tardive sur le site d'Érythron-Latroun, dont j'avais la responsabilité, restaurant deux églises protobyzantines et fouillant un vaste complexe thermal, puis en 2006, la période peu connue de la préhistoire libyenne avec l'étude de l'abri-sous-roche d'Abou Tamsa précisant, sous la truelle d'Élodie de Faucamberge, la néolithisation de la région et enfin la période islamique et médiévale dès 2007 avec le site de Syrte dont l'étude est conduite par Jean-Michel Mouton. La présence française couvre désormais toutes les grandes périodes et s'intéresse aussi bien aux silex qu'aux amphores, aux temples grecs qu'aux églises, aux cités qu'au développement des villages ou des lieux fortifiés, aux fouilles programmées qu'aux fouilles de sauvetage tant en Cyrénaïque qu'en Tripolitaine.

*Depuis quand travaillez-vous personnellement en Libye ? Sur quels projets ?*

Spécialiste d'architecture chrétienne, je fouillais en Jordanie et en Palestine depuis 1994 quand, en 2001, grâce à Jean-Sylvain Caillou, le professeur André Laronde m'a sollicité pour restaurer la basilique occidentale d'époque protobyzantine (2001-2005) puis pour fouiller un complexe thermal découvert à la suite de sondages effectués près de la basilique orientale (2006-2012) dans le village antique d'Érythron (l'actuel Latrun) en Cyrénaïque. Au-delà de redonner de la verticalité à ces deux églises par une anastylose, l'objectif est de rouvrir le dossier incomplètement traité portant sur le monde rural et le développement de l'architecture chrétienne en Cyrénaïque. À partir de l'étude archéologique du site d'Érythron, l'objectif de ma recherche est d'analyser le

développement et les différentes composantes d'un village depuis l'époque hellénistique jusqu'à la conquête arabe. C'est à la suite du décès du professeur Laronde que je pris la direction de la MAF, toujours sous l'égide de la Commission des fouilles du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en février 2011, année de la révolution libyenne avec son lot d'atrocités, de morts et de blessés mais aussi de destructions, sans omettre l'expansion d'un trafic illicite ciblé des biens culturels. Si nous avons pu mener une énième mission en 2012, c'est depuis la France, où nous avons œuvré à la protection du patrimoine libyen et à la formation des cadres du Département des Antiquités.

*Pouvez-vous décrire ce sur quoi portait la coopération avec les représentants de l'archéologie libyenne ?*

Sous l'égide scientifique du Centre de Recherches sur la Libye Antique (CERLA, Paris-Sorbonne), les projets portés par la MAF sont pluridisciplinaires. Depuis sa création, la mission a toujours pris soin d'intégrer des universitaires libyens dans ses différents chantiers de fouille afin de leur apporter une solide formation pratique en archéologie. Certains d'entre eux pouvaient parfaire leur apprentissage en poursuivant en France une partie de leur étude au niveau master puis doctorat à l'université de la Sorbonne sous la direction d'André Laronde. Régulièrement, des journées d'étude et des colloques étaient organisés à l'initiative des membres de la mission comme Catherine Dobias ou Jean-Jacques Maffre, faisant état des principales découvertes et recherches. La coopération franco-libyenne a également porté sur la valorisation du patrimoine libyen à l'occasion de deux missions de restauration, celle de la basilique occidentale d'Erythron-Latrun (voir ci-dessus) et celle du mausolée de Gasr ed Douirat, remonté dans la cour devant le musée de Leptis Magna.

359

## Depuis la crise

*En 2011, lorsque la guerre a éclaté en Libye, aviez-vous prévu d'aller en mission ?*

Oui, bien sûr ! Comme chaque année depuis 1976, nous avions prévu d'y retourner en collaboration avec le Département des Antiquités libyen et l'autorisation du MEAE ; la mission n'a jamais été interrompue depuis sa création en 1976, même aux pires moments de l'embargo ! Lors de la mission de 2010, rien ne présageait qu'une Révolution allait éclater l'année suivante et que nous ne pourrions pas retourner sur le terrain et continuer nos travaux sur les différents chantiers. Il était question de poursuivre avec une équipe d'une vingtaine de scientifiques français, en Cyrénaïque, la fouille du complexe thermal d'Erythron-Latrun, le dégagement du secteur du rocher de Kallikrateia à Apollonia, l'étude de l'abri-sous-roche d'Abou Tamsa et, en Tripolitaine, le dégagement des thermes du Levant.



*Avez-vous pu maintenir cette année-là des liens avec vos collègues libyens, ainsi que des activités de recherche ou de formation ?*

Des relations régulières avec nos homologues libyens ont été maintenues principalement par téléphone et par courriel tant avec le personnel du ministère de la Culture et du Département des Antiquités qu'avec les universitaires de Benghazi, de Beida et d'Apollonia, ainsi qu'avec les ouvriers de nos principaux chantiers. Cette période était pleine d'incertitude et d'inquiétude pour nous car les communications étaient rendues difficiles par les coupures fréquentes d'électricité et le problème du réseau téléphonique ; mais fort heureusement les liens n'ont jamais été coupés !

*Depuis 2011, quelle a été l'évolution de vos rapports avec les institutions archéologiques libyennes ? Avec les collègues libyens ? Sous quelle(s) forme(s) ont-ils été maintenus ?*

360

Le retour de la MAF en Libye a été possible dès janvier 2012, quand j'ai pu obtenir l'autorisation de l'ambassade de France de me rendre en Libye avec trois collègues, après avoir longuement et patiemment insisté pour y retourner. Le but était de retrouver nos homologues et de réaliser un état des lieux de nos chantiers. On constata sur place à quel point le patrimoine archéologique n'avait pratiquement pas souffert de la Révolution, contrairement à l'Égypte ou à la Tunisie, et ceci grâce à la mobilisation des membres du Département des Antiquités. À l'occasion de cette mission, ma première comme nouveau chef de la MAF, j'ai pu rencontrer le directeur des Antiquités de l'époque, Dr Saleh Akab Abdallah, afin de relancer les activités de la MAF et de signer une nouvelle convention arrivée à terme. Il a été rappelé que l'une des priorités de la MAF n'est pas de « travailler pour » mais de « travailler avec », proposant ainsi une collaboration franco-libyenne plus étroite et une formation pratique concrète à une vingtaine d'étudiants libyens et des membres du Département des Antiquités sur chacun de nos chantiers. L'objectif était de resserrer des liens scientifiques et surtout de les former car l'expérience de terrain est ce qui leur manque cruellement durant leur formation universitaire.

C'est ainsi que nous avons pu reprendre nos chantiers archéologiques dès avril 2012 en Cyrénaïque sur nos trois sites et en juillet de la même année à Leptis Magna. Même si la Révolution grondait encore, nous pensions tous à un règlement rapide de la situation politique et sécuritaire. Tout en continuant nos recherches, nous avons prévu de les étendre dès 2013 par deux nouveaux chantiers : un projet archéologique pilote à l'intérieur de la vieille ville de Tripoli, en collaboration avec Paul Bennett du Canterbury Archaeological Trust, et une reprise de nos recherches subaquatiques dans le port d'Apollonia menées par Claude Sintès du musée de l'Arles antique. Malheureusement la détérioration de la situation sécuritaire nous obligea à renoncer à ces projets. Aussi, l'idée est rapidement venue d'organiser

des formations professionnelles, non plus en Libye mais en France, et de mener une politique de publication permettant de valoriser et de diffuser nos recherches.

### 1. En matière de recherche

À l'université de Poitiers et à la Sorbonne, une dizaine de doctorants libyens travaillent sur des sujets intéressant l'histoire et l'archéologie de la Libye et plusieurs d'entre eux ont soutenu leur thèse avec succès depuis 2011. Disposant pour la plupart de bourses du gouvernement libyen, ils réussissent à travailler dans de bonnes conditions et font des recherches à partir de données de première main, aboutissant à une réflexion d'un très bon niveau. Des enseignants-chercheurs de la MAF poursuivent leur recherche comme Catherine Dobias-Lalou (Université de Bourgogne) sur le dialecte de Cyrène en lien avec des universitaires italiens et britanniques avec qui elle coopérait depuis longtemps sur la Libye. Elle a participé à la mise au point finale du corpus complémentaire *IRCyr* (Inscriptions of Roman Cyrenaica) préparé par l'équipe britannique. Grâce à ses efforts et à ses compétences, est né en 2017 le double corpus *IGCyr* (Inscriptions grecques de Cyrénaïque) et *GVCyr* (Inscriptions métriques de Cyrénaïque), consultable à l'adresse <<https://igcyr.unibo.it/>>. Michel Bonifay a participé à une étude à distance des ateliers de potiers d'époque romaine du plateau de Tarhūnah conduite par Muftah Alhddad et collabore à un projet sur les vallées de Ghirza dans le Fezzan dirigé par Victoria Leitch (Durham University). Un important travail de numérisation des archives photographiques de la mission des « Thermes du Levant » à Leptis Magna a été mené par Michel Paulin (ENSA-Lyon). De même, Morgan Belzic étudie, dans le cadre d'une thèse à l'EPHE, les sculptures funéraires de Cyrénaïque (VI<sup>e</sup> av. - IV<sup>e</sup> ap. J.-C.).

La destruction du patrimoine, le pillage de sites et le trafic illicite de biens culturels sont souvent le résultat des temps de crises et les cibles privilégiées des groupes terroristes. C'est donc aux côtés de nos homologues libyens que la MAF, avec Morgan Belzic et moi-même, s'est pleinement investie dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, conduisant à de fréquentes interventions auprès des services d'enquêtes nationale et internationale et à la rédaction de plusieurs rapports sur le trafic de sculptures libyennes sur le marché de l'art, cibles des pilleurs et des trafiquants. À l'image de ce qui a été réalisé pour l'Égypte, l'Irak et la Syrie, l'International Council of Museums (ICOM) m'a confié la coordination de la *Liste Rouge* pour le patrimoine archéologique de Libye qui est sortie en décembre 2015. Plusieurs missions de formation ont été confiées à la MAF qui a co-organisé des journées d'étude et des colloques à l'université de Poitiers sur la thématique de la protection du patrimoine et de la lutte contre le trafic illicite des biens culturels de Libye.

## 2. En matière de formation

Dans un but d'efficacité et de transmission des connaissances, il est apparu urgent de former les Libyens, en montant un programme d'enseignement pratique ciblé. Proposée à l'ancien ministre de la culture Abib el Amim dès 2013, mais finalisée en 2015, la première session de formations ne s'est réalisée qu'à partir de 2017. Elle a ciblé trois thèmes principaux : l'archéologie préventive car le principal fléau destructeur du patrimoine en Libye est encore actuellement l'urbanisme galopant et incontrôlé qui défigure des sites archéologiques (trois stagiaires ont été formés à l'INRAP pendant deux mois), la conservation des mosaïques car on assiste impuissant à la destruction naturelle des mosaïques ornant les demeures romaines et les églises chrétiennes de Libye (deux stagiaires ont été formés au musée de l'Arles antique) et la préparation de la réouverture des musées de Libye, lieux de connaissance, lieux de sensibilisation mais également lieux de réappropriation par la population de son patrimoine (six stagiaires ont été formés au musée du Louvre et à l'Institut national du patrimoine de Paris). Ce programme a été monté en collaboration étroite avec l'ambassade de France en Libye, avec Campus France, et en partenariat avec le service culturel de l'ambassade de Libye à Paris. Soucieux de former l'ensemble des acteurs libyens, des représentants de chaque région ont pris part aux formations en France. Plus récemment, en mai 2018, la MAF a confié à Iconem, plus précisément à Yves Ubelmann son directeur, la première formation étrangère *in situ* en Libye depuis 2012, grâce au mécénat de Total Libye. Six Libyens ont été initiés à la photogrammétrie, durant une courte période de cinq jours imposée par les conditions sécuritaires, sur le site de Leptis Magna ; les travaux photographiques ont été rapidement valorisés à l'occasion de l'exposition « Cités Millénaires » présentée à l'Institut du Monde Arabe, puis à Ryad (Arabie Saoudite), à Bonn (Allemagne) et Washington (USA). Une nouvelle formation a été ensuite organisée en juillet 2019 sur le site de Cyrène à destination de douze Libyens. Il s'agit à chaque fois d'un enseignement théorique et pratique en photogrammétrie et une exploitation des données photogrammétriques 3D des sites.

## 3. En matière de publication et de valorisation de la recherche

La valorisation des résultats auprès de la communauté scientifique comme du grand public par la publication régulière des travaux de la MAF sur la Libye Antique est un objectif majeur. C'est pourquoi une collection intitulée « Études Libyennes » a été créée par le Centre de Recherche sur la Libye Antique (CERLA), accueillie par la maison d'édition Riveneuve (Paris), pour publier des monographies et des actes de colloques. Les trois premiers ouvrages sont les suivants : *Le site néolithique d'Abou Tamsa (Cyrénaïque, Libye) - Apport à la préhistoire du nord-est de l'Afrique*, écrit par Élodie de Faucamberge (2016), *De Leptis*

*Magna à Derna, de la Tripolitaine à la Cyrénaïque : travaux récents sur la Libye antique* édité sous la direction de Vincent Michel (2017), et *Grecs et Libyens en Cyrénaïque dans l'Antiquité. Aspects et vicissitudes d'un rapport millénaire* (2018) de Sophie Marini ; un prochain ouvrage est prévu pour l'année 2020 sur le mausolée de Gasr ed Douirat sous la direction de Pascale Clauss-Balty. Trois thèses de doctorants français membres de la mission, soutenues depuis 2011, sont en instance de publication, ainsi que des monographies sur d'anciennes fouilles de la MAF, comme celles du rempart et du port d'Apollonia.

En France, des visites fréquentes à l'ambassade de Libye à Paris permettent de maintenir des liens étroits, de se tenir au courant de la situation politique locale mais aussi d'informer sur la situation du patrimoine libyen à travers notre réseau et de réfléchir à des projets communs. En parallèle, la MAF invite fréquemment le Département des Antiquités de Libye à Paris dans le cadre de montage de projets de formation en France en faveur des Libyens mais également de séminaires de réflexion sur les actions patrimoniales à engager en Libye.

363

*D'un point de vue du financement de la recherche, bénéficiez-vous toujours d'un soutien financier de la part de votre pays (MEAE, universités et/ou autres) pour le maintien de la coopération ? Le montant a-t-il été impacté par la situation ?*

La commission des fouilles du MEAE a toujours financé la MAF dont le budget était complété par une aide de l'ambassade de France en Libye, grâce aux bonnes relations que j'ai toujours entretenues tant avec l'ambassadeur (drice) qu'avec le conseiller culturel, qui ont bien compris le rôle de la MAF et l'importance du patrimoine, de l'archéologie et de l'histoire dans les relations diplomatiques entre les deux pays. La MAF a pu compter également sur les entreprises françaises établies en Libye dont Vinci et Total qui ont apporté une aide financière et matérielle précieuse. La chambre de commerce franco-libyenne est un excellent relais et un lieu d'échanges efficace à Paris ; elle se réunit régulièrement, invitant à chaque fois la MAF.

L'année 2013 a été marquée par beaucoup d'incertitude et par l'impossibilité de pouvoir reprendre nos chantiers à cause d'un climat d'insécurité grandissant. Les années suivantes, il fut capital de conserver des liens étroits avec l'État libyen, comptant désormais deux « directions » du Département des Antiquités à Tripoli et à Benghazi-Cyrène, ainsi qu'avec les universitaires libyens. En dépit de la situation locale, la poursuite du maintien des liens amicaux et scientifiques avec la Libye, du développement d'actions culturelles et patrimoniales, de l'élaboration des projets de formation, de l'organisation régulière de journées d'études et/ou de colloques, des visites régulières à Tunis pour rencontrer les Libyens et enfin, de la poursuite de la publication des travaux de la Mission notamment dans la collection « Études Libyennes » a rendu nécessaire le maintien de la dotation de la Commission des fouilles envers la MAF, même si celle-ci fut moins importante.

## Les perspectives d'avenir

*Si le terrain libyen reste inaccessible durant les prochaines années, comment envisagez-vous le maintien des relations de coopération scientifique avec les collègues du pays hôte ?*

Les liens sont réels et effectifs mais il s'agit d'en assurer la pérennité. Des réunions franco-libyennes seront toujours régulièrement organisées en Tunisie à l'ambassade de France pour la Libye, relocalisée à Tunis, et des relations épistolaires seront maintenues avec le personnel des deux Départements des Antiquités, avec les professeurs des universités de Tripoli, d'Homs à l'ouest et de Benghazi, Beida et Apollonia à l'est, ainsi qu'avec nos ouvriers qui nous donnent de précieuses informations, notamment sur l'état des sites archéologiques. Les réseaux sociaux (FB, LinkedIn, Instagram...) sont aussi d'importantes sources de renseignement. Côté français, si l'impossibilité de se rendre sur le terrain décourage souvent les étudiants de Master de traiter un sujet historique ou archéologique sur la Libye sans être certain de pouvoir s'y rendre, les enseignants-chercheurs poursuivront leur recherche et des journées d'étude comme des colloques permettront la diffusion de la recherche, contribuant ainsi à une meilleure connaissance de la Libye dont le riche patrimoine est encore trop méconnu !

364

*Quelles solutions à plus ou moins long terme peuvent être, selon vous, envisagées pour contribuer à la poursuite de la coopération scientifique, au maintien des transferts de connaissance et à la sauvegarde du patrimoine ?*

Les actions mises en place à partir de 2013 se poursuivent d'année en année ; sans attendre le règlement du conflit, nous poursuivons nos efforts en étroite collaboration avec le Département des Antiquités afin de répondre efficacement à leur besoin urgent en termes de formation, de protection et de valorisation du patrimoine.

### 1. En matière de formation

Dès 2020, de nouvelles formations ciblées seront proposées à une dizaine de Libyens, grâce à un financement de l'ambassade de France en Libye : sur l'archéologie et la conservation préventive au Mucem (Marseille), en partenariat avec l'INP et l'INRAP, ou dès 2021 en archéologie sous-marine en lien avec le Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM). La formation en photogrammétrie sera poursuivie *in situ* par Iconem à l'occasion de mini-stages sur les sites non encore étudiés durant les deux premières sessions de 2017 et 2018, comme Sabratha à l'ouest ou Ptolémaïs, Tocra à l'est.

### 2. En matière de projets patrimoniaux

Dans le cadre d'une perspective 2019-2024, un grand projet né autour de la réhabilitation du musée national de Tripoli a donné lieu à une mission d'évalua-

tion réalisée *in situ* en mars 2019 ; financée par Total Libye, celle-ci était placée sous haute sécurité en raison de menaces d'enlèvement et d'attentat. Les trois prochaines missions d'expertise (collection, bâtiment, personnel) seront financées par le fonds ALIPH (Alliance Internationale pour la Protection du Patrimoine dans les zones en conflit). Il s'agit d'une action prioritaire franco-libyenne visant à conserver, protéger et présenter l'une des collections les plus importantes d'Afrique du Nord, ayant pour objectif la réappropriation du patrimoine par la population, la sensibilisation à la culture et à l'histoire, ainsi que la mise en place d'un lieu de formation dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels.

En parallèle, la MAF finance des projets d'entretien à distance menés par les Libyens eux-mêmes, soit des chantiers (nettoyage et protection des thermes du Levant à Leptis Magna, restauration de la basilique occidentale de Latrun à la suite de destructions menées par Al Qaïda et construction d'une maison de gardien afin de garder les lieux), soit des locaux affectés à la mission, comme la réhabilitation des réserves archéologiques de la MAF à Apollonia ou la restauration de la basilique occidentale de Latrun, très endommagée durant la guerre, et la construction d'une maison pour un gardien pour surveiller le site, grâce à un financement du fonds Aliph.

365

Toutes ces « actions » sont menées *intuitu personae*, et sont chronophages et coûteuses. Ce sont les conditions nécessaires pour maintenir des relations scientifiques et amicales, dans un climat de respect mutuel, garantissant la pérennité de notre collaboration patrimoniale, culturelle et archéologique entre le Département des Antiquités de Libye et la MAF-Libye. Il est souhaitable de poursuivre durant les prochaines années une « archéologie scientifique et diplomatique », servant à maintenir un haut niveau de recherches et à épauler la diplomatie française dans le domaine de la culture et du patrimoine, en conservant des liens au plus haut niveau de l'État libyen ainsi que des institutions universitaires et patrimoniales libyennes et internationales.

## Royaume-Uni

Entretien avec David J. Mattingly  
*University of Leicester*

### Before the crisis

*Can you give us an overview of the archaeological research conducted by the UK in Libya since the 2000s?*

Most British archaeological work has been co-ordinated (and often funded) through the London-based Society for Libyan Studies, which has equivalent status to the British Schools and Institutes overseas, but without having overseas premises. In the early 2000s, the major projects were the Fazzan Project (1997-2002, PI David Mattingly, comprising diachronic work, but with a focus on a Protohistoric people called the Garamantes), the Euesperides Project (1999-2007, PIs Andrew Wilson and Paul Bennett, with work focused on an early Greek colony), the Desert Migrations Project (2007-2011, PI David Mattingly, with Co-Is Marta Lahr, Tertia Barnett, Stefania Merlo, involving several distinct foci to work including early prehistory, Garamantes, Islamic era, rock art) and the Cyrenaican Prehistory Project (2007-2011, PI Graeme Barker, early prehistory of Haua Fteah cave). All these projects had permits from the Libyan Department of Antiquities (DoA) and worked directly with DoA staff. The Society also supported a number of smaller projects and individual researchers to carry out research. In parallel, this was a period of accelerated oil exploration in the Libyan desert and British archaeologists were involved in advising the Department of Antiquities and oil companies regarding best practice in environmental and heritage protection and damage mitigation work. The BP oil company was also funding a research project at the oasis centre of Ghadames when the Libyan civil war broke out in 2011 (PI David Mattingly).

*How long have you been working personally in Libya? On which projects?*

Over the past 40 years I have been fortunate to work in all three of the main regions of Libya, starting in 1979 with the UNESCO Libyan Valleys Survey (1979-1989) in the Tripolitanian pre-desert. My PhD research, completed in 1984, concerned Roman Tripolitania—essentially north-west Libya and south-east Tunisia. I was also involved with the publication of work in Cyrenaica on late antique housing at Ptolemais and with the initial intervention that led to the Euesperides Project. As already noted, I then directed the Fazzan Project from 1997 to 2002 and the Desert Migrations Project from 2007-2011 in south-western Libya. I had just started the Ghadames Survey when that work was curtailed by

the Arab Spring. I was the compiler of the five Libyan sheets of the *Barrington Atlas of the Greek and Roman World* [R. Talbert (ed.), published 2000].

*Can you describe what the cooperation with the representatives of Libyan archaeology was about?*

All the Society for Libyan Studies projects have involved a training dimension for Libyan colleagues. The oil industry funded mitigation surveys also provided enhanced opportunities for capacity building and skills transfer involving Department of Antiquities staff. In the Ghadames Survey this was explicitly recognised as a core activity of the project, with a large group of Libyan trainees sent from all regions of the country. At the University of Leicester, prior to 2011 I had mentored and supported a number of Libyan Masters degree students and had supervised one Libyan student to successful PhD completion (Muftah Haddad). Other Libyan antiquities staff have come to the UK for shorter periods of time for technical training, sometimes with the Canterbury Archaeological Trust, under the direction of Paul Bennett.

367

### Since the crisis

*In 2011, when war broke out in Libya, were you planning to go on a mission?*

When the Libyan civil war broke out in early 2011, I had an active project in the country—at Ghadames—and it was necessary to evacuate the team. In consequence, equipment and records relating both to the Ghadames Survey and to the Desert Migrations Project (on which the team had also been working prior to the Ghadames Project starting) were left behind. It has not been possible to conclude the work planned for that year or the following year, which would have been the final study season of the Desert Migrations Project. Political conditions in Fazzan in particular remain unsafe for foreign archaeologists.

*Were you able to maintain links with your Libyan colleagues, as well as research or training activities that year?*

The initial impact of the civil war in 2011 was extremely hard and thoughts of research were very much secondary at that stage. For example, I had two Libyan PhD students who had already started their studies with me before the outbreak of the war and who were understandably very anxious about their families. I also maintained contacts with Libyan colleagues within the country, though I frequently communicated through intermediaries, rather than by sending direct message because of the political uncertainties.

*Since 2011, how has your relationship with Libyan archaeological institutions evolved? With Libyan colleagues? In what form(s) have they been maintained?*

Since 2011 I have increased my commitment to capacity building and training for Libyan colleagues. I have supervised the dissertation of one Masters student



and five PhD students who have all completed successfully (Ahmed Emrage, Mohamed Hesein, Muna Abdulhamed, Mohamed Abdrbba and Ahmed Buzaian). I have also examined the PhD theses of two further Libyan PhD students at other UK Universities. Since 2015, I have also co-directed a major project on Endangered Archaeology in the Middle East and North Africa (EAMENA), which has had a significant training component, involving six weeks of intensive workshops held in Tunisia for more than 20 Libyan heritage professionals. Several of my Libyan PhD students were trained to support these training exercises, increasing their expertise and the overall knowledge transfer aspect.

Although I have only been able to make one trip into Libya since 2011 (in December 2013), and the situation remains extremely difficult, with the UK Foreign Office advising against travel, I have maintained close contacts with Libyan colleagues—meeting them in Rome, Tunis and the UK whenever possibilities have arisen. It has also been possible to work remotely with some individual Libyan researchers, directing them to sites my team had identified on satellite imagery and collaborating with them on the publication of results (including obtaining radiocarbon dates on samples collected by them). Graeme Barker's Cyrenaican Prehistory Project managed to complete its excavation of the deep trench in the Haua Fteah cave by bringing a small Libyan team to the UK for intensive training. This group was then able to return to Libya and complete the excavations to a very high technical standard, process samples and back-fill the trench—an exceptional result in a very difficult and dangerous situation.

An added complication to the security issues produced by the protracted civil war and civil unrest since 2011 has been the effective division of the country between the jurisdiction of different government entities, militias and warlords. For archaeology, the Department of Antiquities has been effectively split into two halves, answerable to different governments with the main offices of the DoA in East and West Libya each encouraged by the respective government to claim to be the official responsible body for Libya's heritage overall. The situation is a difficult one to navigate and because of my desire to support Libyans in all parts of the country, I have had to deal with the two main branches of the DoA on equal terms. The Endangered Archaeology Project for instance worked with the President of the DoA for East and West Libya separately to identify suitable trainees from all parts of the country for the intensive workshops.

*From a research funding point of view, do you still receive financial support from your country (government departments, universities and/or others) to maintain cooperation? Has the amount been impacted?*

At the time that the civil war broke out in 2011, I had just been awarded a major European grant (from the European Research Council) for a planned new phase of fieldwork in the Libyan Sahara—which would have started in

2012. In the event it was not possible to carry out fieldwork or finds study in Libya for the duration of the funding, but the ERC allowed me to expand remote aspects of the work (satellite image analysis and site mapping and finds study of materials exported under licence in previous phases of fieldwork). They also sanctioned an alternative venue for fieldwork in southern Morocco. The results of the Trans-SAHARA Project are now largely published in a series of monographs covering big themes like Trade, Burials, Migration, Identity, Urbanisation and State Formation, Mobile Technologies in the Ancient Sahara and beyond. I have also been successful in raising funding to support remote investigation of illegally exported antiquities and the creation of a database to record illicit antiquities (Libyan Antiquities at Risk Project). The EAMENA Project (supported by the Arcadia fund) has been creating a database of archaeological sites across Libya as well as provide training to Libyan archaeologists in new technical skills relating to GIS, satellite image analysis, heritage management databases, sites monitoring, etc. The British Council's Cultural Protection Fund provided the grant for the training component of the EAMENA Project, as well as the production of three pop-up popular exhibitions on Libya's Endangered Heritage that have been touring East, West and South Libya during 2019.

369

The Society for Libyan Studies has an established archive, currently physically located at the University of Leicester and, while fieldwork in Libya remains impossible, the Society has prioritised extending the proper cataloguing of the archive holdings. This is now available online via the Society's website.

### Future prospects

*If the Libyan field remains inaccessible over the next few years, how do you envisage maintaining scientific cooperation relations with colleagues in the host country?*

The political situation in Libya remains critical and, as long as war and civil violence continues, it is unsurprising that heritage remains a low priority for its rival governments and people. The crisis affects all the heritage agencies, not only the Department of Antiquities but also the historical archives and libraries and the Department responsible for Historic Cities and standing buildings. The challenges are myriad—chronic underfunding, a lack of investment in the latest technologies and training, poor morale and the distraction of the multiple governments claiming to represent Libya's interests.

British archaeologists and the Society for Libyan Studies have a clear vision for continuing their strong relationships with and support for Libyan archaeologists. Training and capacity building lie at the heart of this. The Training in Action Project (PI Anna Leone, Co-Is Corisande Fenwick

and Will Wooton) is another British training focused programme with CPF funding. Once again, the training has mainly taken place in Tunisia, including work on the coastal site of Iunca. There is some overlap between the personnel trained by the EAMENA and TinA projects, leading to the emergence of a strong group of young archaeologists with enhanced skills in digital techniques. This is crucial for the future.

*What solutions in the more or less long term can be envisaged, in your opinion, to contribute to the pursuit of scientific cooperation, the maintenance of knowledge transfer and the safeguarding of the heritage?*

370

Libya needs stable government and peace above all, though how that is to be achieved remains unclear, given the tribal and regional fissure lines exposed by the last eight years of instability and violence. The efforts put into training and capacity building by all the international missions over recent years are an important investment in the future of Libya's heritage. However, the threats to heritage are multiple and growing, despite the best efforts of our Libyan colleagues in the Department of Antiquities. The site recording and monitoring work of the Endangered Archaeology Project has demonstrated a rapidly escalating rate of damage to archaeological sites in Libya and this is a very serious concern. Despite some well-publicised acts of vandalism and deliberate damage to monuments—most notably Salafist destruction of Sufi tombs across the country—the biggest threats appear to be the result of the loss of legal controls and oversight of development processes in many areas of the country. This has led to a great deal of land grabbing and illegal development of land that was at one time protected. The expansion of settlements and farming is thus eroding Libya's heritage at an unprecedented rate at a time when the power of the Department of Antiquities is severely limited by its chronic underfunding, exacerbated by the political anarchy. Effective monitoring of encroachment on known archaeological sites will be a crucial part of the recovery strategy, but there is also a fundamental need for greater efforts to educate people about the importance of the country's extraordinary heritage, its part in shaping Libyan identity and its potential significance in the country's economic future. For the moment, too many people do not see any social or economic value to themselves in the archaeological heritage. Foreign missions need also to help reshape the agendas of study to demonstrate the wider relevance to Libya's people of its past in the rebuilding of the country and national identity.

For the moment, heritage management is a big challenge—one among many that Libya and its people face. The human capital represented by Libya's archaeologists and heritage specialists is the most precious resource and the main reason for optimism that there is a better future ahead. The foreign missions have all recognised the importance of substituting capacity building measures for research at this time.

## Italie

Entretien avec Luisa Musso

Università di Roma Tre

### Prima della crisi

*Potrebbe darci una panoramica delle ricerche archeologiche condotte dall'Italia in Libia a partire dagli anni 2000?*

Fino a un decennio fa, l'Italia contava ben 20 missioni archeologiche attive in Libia, distribuite in Tripolitania, Cirenaica e Fezzan. Due di queste missioni, facenti capo l'una all'Università di Urbino (Cirene), l'altra alla Sapienza Università di Roma (Tadrart Acacus e Messak), furono istituite già negli anni Cinquanta del secolo scorso. In molti altri casi si tratta invece della gemmazione da missioni «storiche».

Il ventaglio degli interessi e i programmi delle missioni sono molto differenziati. Si passa da un forte radicamento nel territorio, come nel caso delle missioni preistoriche (Acacus e Djebel el-Gharbi), a missioni che privilegiano lo studio e la pubblicazione dei monumenti scavati nel periodo coloniale e/o che fondano il proprio impegno in attività di restauro nei principali centri antichi: Cirene, Leptis Magna, Sabratha. Fino agli inizi del nuovo millennio l'interesse preponderante è stato quello dello studio dell'impianto urbanistico e degli edifici più rappresentativi — vale a dire essenzialmente i monumenti ufficiali — dei siti archeologici maggiori. Il cambio generazionale avvenuto nella direzione di molte missioni ha comportato un riassetto degli interessi scientifici: è cresciuta l'attenzione per l'evoluzione del paesaggio, la ricostruzione dei modelli insediativi, l'organizzazione dello sfruttamento del suolo, avvalendosi in qualche caso di innovative tecnologie di indagine.

*Da quanto tempo lavora in Libia? Su quali progetti?*

Come responsabile della Missione Archeologica facente capo all'Università Roma Tre sono attiva in Libia (Leptis Magna e Tripoli) a partire dal 1995, quantunque abbia iniziato la mia attività sul posto dal 1984, grazie alla collaborazione con la Missione Archeologica «Tempio Flavio» operante a Leptis Magna. Gli ambiti di interesse della nostra missione sono numerosi: studio delle ville marittime (punto focale nel complesso di Silin) e ricognizione del territorio costiero facente capo a Leptis Magna; analisi delle dinamiche di occupazione e sfruttamento dell'ager leptitano dal II secolo a.C. al XII-XIII secolo d.C.; indagine dell'organizzazione del suburbio occidentale di Leptis con particolare attenzione allo spazio funerario; studio sistematico

della scultura e degli apparati musivi delle ville. La missione si è fatta inoltre carico dell'allestimento del Museo di Leptis Magna e di quello, sempre a Leptis Magna, del c.d. «Museo delle Ville». Grazie a un progetto speciale del Ministero degli Affari Esteri – Direzione Generale della Cooperazione allo Sviluppo, la missione ha in corso un progetto di inventariazione digitalizzata dei materiali conservati nei musei e nei magazzini dei musei della Tripolitania e loro ricontestualizzazione grazie all'interfaccia con i dati reperibili dalla documentazione di archivio.

*Potrebbe descrivere in cosa consisteva la collaborazione con i rappresentanti dell'archeologia libica?*

Il Dipartimento delle Antichità della Libia (DoA) ha costantemente richiesto alle missioni archeologiche un loro impegno «al plurale», un impegno cioè che contempli la trasmissione in contesto locale del necessario know-out tecnologico, ma anche la presa in carico del restauro non solo dei monumenti portati in luce da quando esse sono state istituite, ma anche di quelli scavati nel periodo coloniale. È infatti convinzione diffusa che a farsi carico di questi restauri debba essere il Ministero degli Affari Esteri, attraverso il finanziamento concesso alle missioni.

Fino al 2010, la progressiva apertura della Libia a un turismo «culturale» aveva comportato la crescente sensibilizzazione delle competenti autorità nei confronti della valorizzazione delle aree archeologiche. Emblematico il caso della villa di Silin, considerata un punto di forza dell'offerta culturale/turistica di Leptis Magna. Salvaguardia, conservazione e restauro di questo fragile monumento, soggetto a rapido deterioramento a causa della sua posizione che lo rende facilmente aggredibile dagli agenti atmosferici, sono pertanto considerati dalla missione un impegno prioritario.

## Dopo la crisi

*Nel 2011, nel momento in cui è scoppiata la guerra in Libia, aveva previsto di partire in missione?*

Già dalla fine del 2010 la missione ha ripreso le attività sul posto, portando a compimento, nei mesi successivi, il restauro di un importante mosaico messo in luce in una villa prossima a Leptis Magna; ha continuato la ricognizione del suburbio meridionale di Khoms; ha proseguito il programma di inventariazione digitalizzata dei reperti conservati a Tripoli. Dopo un'interruzione protrattasi dal 2014 al 2018, la missione è ritornata tre volte in Libia (2018 e 2019), soggiornando esclusivamente a Tripoli. Al momento è infatti preclusa l'attività sul campo e i musei sono inaccessibili. Questa situazione non ha tuttavia impedito la cooperazione a distanza, sia sostenendo, sotto il profilo progettuale e finanziario, attività che potevano

essere realizzate sotto la supervisione del DoA (come è avvenuto per la nuova copertura della villa di Silin), sia attraverso la promozione di convegni internazionali (*Mausolea and funerary landscape of ancient North Africa: acculturation and regional identity*, Roma, 26-27 ottobre 2017) e di incontri, come nel caso del workshop *Tripoli Red Castle and Museums of Tripolitania*, Zarzis (Tunisia), 8-11 giugno 2015.

*Da un punto di vista di finanziamento della ricerca, riceve ancora un sostegno da parte del suo paese (MEAR, università e/o altri) per portare avanti la cooperazione? L'importo ha subito modifiche?*

La Missione ha potuto contare, in maniera continuativa, sul sostegno finanziario del Ministero degli Affari Esteri, al quale si è aggiunto, nel caso di progetti speciali come quello della realizzazione della copertura della villa di Silin, un finanziamento straordinario da parte di una fondazione privata.

373

### Prospettive future

*Nel caso in cui la Libia nei prossimi anni rimanga un terreno inaccessibile, come pensa di mantenere i rapporti di cooperazione scientifica con i colleghi del paese ospitante?*

La situazione è al momento molto fluida ed è difficile poter fare pronostici sugli sviluppi da oggi a pochi mesi. Prevediamo comunque di proseguire la cooperazione a distanza, impegnandoci a sostenere la richiesta del DoA relativa alla messa in sicurezza degli edifici che hanno subito danni nell'ultimo decennio — principalmente a causa delle difficoltà che i locali dipartimenti hanno avuto ad operare sul campo —, situati nelle aree archeologiche di Cirene, Leptis Magna e Sabratha, facenti parte dei siti UNESCO dichiarati in stato di pericolo.

Il DoA richiede inoltre un impegno attivo e costante nel contrasto al traffico illecito dei reperti, attraverso la segnalazione degli oggetti presenti sul mercato antiquario illegalmente usciti dalla Libia.

Sul versante delle pubblicazioni scientifiche, le missioni italiane sono impegnate a cooperare alla pubblicazione di *Libya Antiqua*, organo ufficiale del DoA, e della rivista *Quaderni di Archeologia della Libia*.

*Secondo Lei, quali soluzioni a breve e lungo termine possono essere prese in considerazione per non interrompere la cooperazione scientifica e promuovere la trasmissione delle conoscenze e la salvaguardia del patrimonio?*

A dettare l'agenda delle priorità, caso per caso, è il DoA, che non ha mai interrotto i rapporti con la le missioni archeologiche. Le voci prioritarie di questa nuova agenda sono: monitoraggio e tutela del territorio, conservazione (un tema «drammaticamente» attuale), formazione. Oltre a ciò, oggi

si deve contribuire alla migliore conoscenza (e contestualizzazione) di un patrimonio mobile mai compiutamente inventariato e tanto meno catalogato, nonché al riordino della documentazione archivistica. Il DoA ha inoltre indicato come urgente la riproduzione digitalizzata degli archivi delle missioni archeologiche operanti in Libia (non esclusivamente di quelle italiane), da trasmettere all'archivio centrale di Tripoli, al fine di garantirne l'accessibilità ai ricercatori libici.

In generale, è auspicabile che le missioni facciano uno sforzo per uscire dall'*hortus conclusus* dei propri specifici interessi, al fine di promuovere la messa in atto di un proficuo dialogo anche tra gruppi di nazionalità diversa nel quadro del consolidamento di un'indispensabile architettura di collaborazione internazionale, così da facilitare quella cooperazione necessaria per venire incontro alle esigenze del DoA. Prioritari appaiono oggi l'elaborazione di progetti che possano essere realizzati in Libia con una consulenza a distanza (come nel caso del sistema di monitoraggio attraverso l'elaborazione di immagini satellitari) e, parallelamente, la messa in cantiere di una robusta e qualificata formazione — a breve, medio e lungo termine — dei quadri scientifici e del personale tecnico del DoA. L'attività di formazione è stata puntualmente segnalata tra i «*topics*» in occasione dell'incontro tra i rappresentanti del DoA e le missioni archeologiche italiane, organizzato a Roma dall'Ambasciata libica in Italia il 12 settembre 2019. I campi in cui è opportuno venga attuata questa politica di formazione sono quelli della gestione dei siti, dei musei e dei magazzini; l'incremento delle capacità linguistiche e di quelle informatiche; la conservazione degli edifici e il restauro dei manufatti (mosaici, affreschi, ceramica, carta, fotografie su vetro e pellicola).